

l'office national de la chasse, par les préfets intéressés à raison de six administrateurs pour le département de Paris et deux pour chacun des trois autres départements de la circonscription ».

Art. 3. — Ces dispositions sont applicables aux membres nommés en 1972 pour la fédération de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, et aux membres élus en 1973 pour les autres fédérations. Toutefois les membres élus respectivement en 1971 et 1972 seront renouvelés en 1975 et 1977.

Art. 4. — Le directeur de la protection de la nature est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 août 1973.

ROBERT POUJADE.

#### Création de la réserve naturelle dite « de la Grande Sassièr » (Savoie).

Le ministre de la protection de la nature et de l'environnement,

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1957 et par la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967, notamment son article 8 bis concernant le classement d'un site en réserve naturelle ;

Vu le décret n° 71-94 du 2 février 1971 relatif aux attributions du ministre de la protection de la nature et de l'environnement ;

Vu le décret n° 68-134 du 9 février 1968, pris en application du décret n° 59-275 du 7 février 1959 modifié relatif au camping, et notamment ses articles 2 et 6 ;

Vu le décret n° 72-37 du 11 janvier 1972 relatif au stationnement des caravanes ;

Vu le décret du 9 février 1950 et les textes subséquents concédant à Electricité de France l'aménagement et l'exploitation des chutes des Brevières, du Chevill et du Saut ;

Vu l'avis émis par le conseil national de la protection de la nature au cours de sa séance du 4 décembre 1972 ;

Vu l'avis émis par la commission départementale des sites, perspectives et paysages de Savoie au cours de sa séance du 6 septembre 1972 ;

Vu l'avis émis par la commission supérieure des sites, perspectives et paysages au cours de sa séance du 5 décembre 1972 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par la commune de Tignes, propriétaire, suivant délibération du 28 avril 1972 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 8 juin 1972 par la circonscription électrique Sud-Est ;

Vu l'adhésion au classement donnée par les consorts Vaudey, propriétaires, par lettre du 20 janvier 1972 ;

Vu l'accord donné le 12 mars 1973 par le ministre du développement industriel et scientifique ;

Vu l'accord donné le 22 janvier 1973 par le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Est classé en réserve naturelle le site dit « de la Grande Sassièr » situé sur la commune de Tignes (Savoie).

Cette mesure intéresse les parcelles cadastrales suivantes :

Domaine privé de la commune de Tignes : section C 2, parcelles n° 55 à 81, 1254, 1256, 1261, 1263, 1264, 1266, 1267, 1269, 86 à 95, 1258, 100 à 107, 1259, 110, 1012, 1016, 1017, 1019, 1021, 136, 137, 139 à 146, 1251, 1253, 144, 147 à 156 et 1009 ;

Propriété d'Electricité de France : section C 2, parcelles n° 96 à 98, 1010, 1011, 1013 à 1015, 1018, 1020, 1252, 1255, 1257, 1260, 1262, 1265, 1268, 1270, 1441 et 1445 ;

Propriété de la famille Dunand (Maurice)—David-Vaudey (Antoine) : section C 2, parcelles n° 1442, 1446, 50, 51, 53 et 54.

Art. 2. — La réserve naturelle de la Grande Sassièr ainsi définie est soumise aux interdictions et obligations énoncées dans les articles ci-après.

Art. 3. — La chasse est interdite sur tout le territoire de la réserve naturelle. Constitue un acte de chasse interdit le passage sur le territoire de la réserve d'un ou de plusieurs chiens poursuivant un gibier lancé en dehors de ce territoire, lorsque leur maître a toléré leur action.

Art. 4. — La détention, le port ou le recel d'une arme à feu ou de munitions sont interdits sur toute l'étendue de la réserve naturelle. Ces dispositions ne sont pas applicables, d'une part, aux personnes mentionnées au titre 1<sup>er</sup>, livre 1<sup>er</sup> du code de procédure pénale dans l'exercice de leurs fonctions de police judiciaire et, d'autre part, aux militaires faisant partie des détachements prévus à l'article 10 ci-dessous.

Art. 5. — Le droit de pêche dans tous les cours d'eau ou plans d'eau s'exerce conformément aux dispositions du livre III, titre II, du code rural.

Art. 6. — Il est interdit, sauf autorisation spéciale donnée par le préfet de la Savoie sur la proposition du directeur du parc national de la Vanoise :

1. D'apporter ou d'introduire à l'intérieur de la réserve des œufs d'animaux non domestiques ou ces animaux eux-mêmes ;

2. De détruire ou d'enlever des œufs, des couvées ou des nids, de blesser, de tuer ou d'enlever des animaux non domestiques ou, à l'intérieur ou à l'extérieur de la réserve dont ils proviennent, qu'ils soient vivants ou morts, de les transporter, de les mettre en vente, de les vendre ou de les acheter sciemment ;

3. De troubler ou de déranger volontairement des animaux par des cris ou des bruits, des projections ou des chutes de pierres ou de toute autre manière.

La destruction des animaux nuisibles peut toutefois être autorisée par le préfet de la Savoie sur la proposition du directeur du parc national de la Vanoise.

Art. 7. — Il est interdit, sauf autorisation spéciale donnée par le préfet de la Savoie sur la proposition du directeur du parc national de la Vanoise :

1. D'apporter ou d'introduire à l'intérieur de la réserve, dans un but ni agricole ni pastoral, des graines, des semis, des plants, des greffons ou des boutures de végétaux quelconques ;

2. De détruire, de couper, de mutiler, d'arracher ou d'enlever, dans un but ni agricole ni pastoral, des végétaux non cultivés ou leurs fructifications ou, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la réserve dont ils proviennent, de les transporter, de les colporter, de les mettre en vente, de les vendre ou de les acheter sciemment.

Art. 8. — Tout travail public ou privé susceptible de modifier l'état ou l'aspect des lieux de la réserve est interdit, sauf autorisation donnée par le préfet de la Savoie sur la proposition du directeur du parc national de la Vanoise.

Art. 9. — Sont toutefois autorisés, pour assurer les besoins de l'entretien et de l'exploitation des installations hydro-électriques d'Electricité de France et sous la réserve que le directeur du parc national de la Vanoise en soit informé, l'entretien de la voie d'accès au barrage de la Sassièr, l'utilisation, à proximité des ouvrages, d'engins de travaux publics, la circulation de véhicules sur les voies d'accès aux installations, la manœuvre des vannes de vidange, la coloration des eaux issues des ouvrages et, plus généralement, tous travaux et opérations que rendraient nécessaires les impératifs de fonctionnement et de sécurité des installations.

Le survol en hélicoptère n'est autorisé que suivant un couloir de circulation, à définir en accord entre Electricité de France, le directeur du parc national de la Vanoise et le chef du district aéronautique Rhône-Alpes, ainsi que sur le lac de la Sassièr et ses abords immédiats, sauf exceptions prévues à l'article 13 ci-dessous.

Art. 10. — Sauf autorisation donnée par le préfet de la Savoie sur la proposition du directeur du parc national de la Vanoise, le campement sous une tente, dans un véhicule ou dans tout autre abri est interdit. Cette interdiction ne s'applique pas au bivouac sous une tente n'autorisant pas la station debout ou dans un abri naturel.

N'est pas soumis aux présentes dispositions le campement du personnel d'Electricité de France, pour les besoins du service, dans le refuge du barrage de la Sassièr.

En outre, les détachements militaires d'un volume maximum de deux cents hommes sont autorisés à circuler et à bivouaquer sous réserve de préavis donné par les autorités militaires locales. Les itinéraires et les emplacements de bivouacs seront déterminés par l'autorité militaire en liaison avec le directeur du parc national de la Vanoise. Les bivouacs comportent l'utilisation du matériel de campement militaire réglementaire. Les détachements militaires qui bivouaqueront près du lac de la Sassièr pourront pratiquer l'école de glace sur l'ensemble des glaciers environnants.

Art. 11. — Les épreuves du brevet d'alpinisme militaire continuent à se dérouler normalement sur l'arête ouest de l'aiguille de la Grande Sassièr sous réserve que le directeur du parc national de la Vanoise soit informé préalablement des dates et de la durée des dites épreuves.

Art. 12. — Il est interdit :

1. D'abandonner, de déposer ou de rejeter en dehors des lieux spécialement désignés à cet effet des papiers, des boîtes de conserves, des bouteilles, des ordures ou des débris de quelque nature que ce soit ;

2. De porter ou d'allumer du feu ;

3. De troubler le calme et la tranquillité des lieux en utilisant un appareil récepteur radiophonique ou tout autre appareil sonore ;

4. De faire, par quelque procédé que ce soit, des inscriptions, des signes ou des dessins sur les pierres, les arbres ou tout autre bien meuble ou immeuble ;

5. D'amener ou d'introduire dans la réserve naturelle des chiens qui ne seraient pas tenus en laisse, autres que les chiens de bergers.

Les interdictions 2 et 4 ci-dessus ne s'appliquent pas à Electricité de France qui, dans le cadre des dispositions de l'article 9, continue à effectuer les inscriptions et le brûlage des broussailles rendus nécessaires par l'exploitation des installations hydro-électriques.

Art. 13. — Il est interdit de survoler la réserve à une hauteur au-dessus du sol inférieure à 1.000 mètres, sauf autorisation spéciale donnée par le préfet de la Savoie sur la proposition du directeur du parc national de la Vanoise.

Cette interdiction n'est toutefois pas applicable aux aéronefs militaires en cas de nécessité absolue de service et aux aéronefs effectuant des opérations de secours ou de sauvegarde.

Le directeur du parc national de la Vanoise doit être informé des vols ainsi effectués.

Art. 14. — Les activités agricoles et pastorales continuent à être librement exercées, sous réserve des dispositions du présent arrêté.

Toutefois, afin d'éviter une dégradation des pelouses des alpages, le préfet de la Savoie pourra, sur la proposition du directeur du parc national de la Vanoise et en accord avec le conseil municipal, fixer le nombre maximum de bovins, d'ovins et de caprins susceptibles d'être admis dans chaque alpage et réglementer la transhumance d'animaux en provenance des communes autres que celle de Tignes.